

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES,
le 11/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

URBASYS

Route du Tremblay
91480 Varennes-Jarcy

Références : D2023- ~~0789~~
Code AIOT : 0006508885

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2023 dans l'établissement URBASYS implanté Route de tremblay 91480 Varennes-Jarcy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection dans le cadre d'une action nationale "Prévention de fuite dans les méthaniseurs"

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- URBASYS
- Route de tremblay 91480 Varennes-Jarcy
- Code AIOT : 0006508885
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société URBASYS exploite depuis novembre 2005 l'usine de biométhanisation du SIVOM de la

Vallée de l'Yerre et des Sénarts à VARENNES-JARCY en tant que délégataire de service public.

En 2020, le SIVOM de la vallée de l'Yerres et des Sénarts a renouvelé sa concession de travaux et service public pour une durée de huit ans à URBASYS soit jusqu'au 31.12.27.

Le process de traitement est la méthanisation et le compostage avec production de biogaz valorisé en électricité et production de compost valorisé en agriculture.

La capacité technique globale de l'installation est de 100 000 tonnes par an, dont ordures ménagères résiduelles : 65 000 tonnes et déchets verts : 17 500 tonnes. Les tonnages restant incluent les déchets tiers (biodéchets ou autres).

Chiffres significatifs de l'année 2022 (extrait du rapport d'activité 2022) :

La quantité globale de déchets réceptionnés sur l'installation a été de 73 765 tonnes dont 61 293 tonnes d'ordures ménagères résiduelles soit une diminution globale d'environ 5,1% par rapport à 2021.

La totalité des tonnages réceptionnée est conforme à l'arrêté d'autorisation aussi bien en quantité qu'en typologie.

Le taux de traitement a été de près de 101,1% (prise en compte du stock résiduel de 2021) et le taux de méthanisation a été de 100%. Le taux de valorisation a été de l'ordre de 40,8%.

Les refus de la chaîne de tri ont été envoyés vers 2 types d'installation soit en UVE soit en ISDND. Les exutoires ont été au nombre de 7 : les UVE de Vaux-Le-Pénil, d'Ivry/Seine, d'Issy-les-Moulineaux ainsi que les ISDND de Moisenay et de Claye-Souilly.

Les refus ont été valorisés en unité de valorisation énergétique à hauteur de 64%.

Aucune opération de déstasse n'a eu lieu en 2022.

La production de biogaz s'est élevée à 3 594 655 m³ et d'électricité à 7 480 150 kWh.

La production de compost normé NFU 44 051 et labélisé TERROM s'est élevée à 19 504 tonnes.

La quantité livrée et valorisée en grande culture est de 23 994 tonnes de compost normés (incluant lots produits en 2021).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la précédente inspection
- action nationale 2023 : Prévention des fuites dans les installations de méthanisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 02/02/2021, article 4.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Programme de maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
9	Destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 10(sauf deuxième phrase et suivantes de l'alinéa 4)	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Zones à atmosphères explosives (ATEX)	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance des rejets à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 2.3 du chap V	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Réception des biodéchets	AP Complémentaire du 12/02/2021, article 5.1	Susceptible de suites	Sans objet
6	Astreinte	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 50 bis	/	Sans objet
7	Canalisations, dispositifs d'ancrage	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 33	/	Sans objet
8	Composition du biogaz et prévention de son rejet	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 41	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Ventilation des locaux	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 37	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant l'absence de programme de maintenance préventive et de vérification périodique des équipements contenant du biogaz,

Considérant les dégazages opérés sans aucun traitement (torchage, épuration) évoqués par l'exploitant pour mettre le site en sécurité en cas de coupure d'alimentation électrique sur site par exemple.

Considérant que ces dégazages surviennent à des fréquences non exceptionnelles,

Considérant les effets néfastes de rejet de biogaz pour l'environnement et en tant que ressource énergétique,

Compte-tenu des enjeux en termes de prévention des risques, d'émissions de gaz à effets de serre, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les conditions d'exploitation imposées, en application de l'article L171-8 du code de l'environnement, c'est à dire :

- sous 3 mois : article 36 de l'arrêté ministériel du 12/08/2010 modifié en mettant en place une alimentation de secours électrique pour les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance,

- sous 3 mois : article 39 de l'arrêté ministériel du 12/08/2010 modifié en établissant un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des équipements concernés par le risque de fuite de biogaz.

Enfin, il est proposé de demander à l'exploitant de bien vouloir informer l'inspection, dans les meilleurs délais et en tout état de cause dans les délais impartis fixés dans le rapport, des actions engagées suite aux autres non-conformités formulées dans les fiches de constats du présent rapport ci-après.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 20/05/2022
Prescription contrôlée : Voir arrêté préfectoral
Constats : Par courriel du 05/04/2023, l'exploitant transmet le rapport d'activité de l'année 2022. En annexe du rapport annuel 2022, l'inspection constate la mesure effectuée par CERECO le 15/12/2022. Le rapport d'essai du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques du GE Y713 (périodicité annuelle) conclut à la conformité des résultats. Le groupe électrogène Y713 respecte les VLE de l'ensemble des paramètres prescrits dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/02/21. Le contrôle des rejets atmosphériques de groupe électrogène n°Y713 a été réalisée le 02/06/2022 au titre de l'année 2021 suite à un arrêt ponctuel de l'équipement. Il a donc été réalisé un second contrôle le 15/12/2022 au titre de l'année 2022 pour le groupe électrogène n°Y713.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2021, article 4.4
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 20/06/2022
Prescription contrôlée : voir arrêté préfectoral
Constats : <p>Par courriel du 03/05/2023, l'exploitant transmet le rapport d'activité annuelle 2022, y sont annexées les contrôles périodiques de l'installation.</p> <p>- Poteaux incendie :</p> <p>Le rapport de vérification du 08/04/2022 de la société DESAUTEL indique un bon fonctionnement des poteaux d'incendie. L'inspection constate que la mesure des débits est conforme.</p> <p>- Désenfumage :</p> <p>Le rapport de contrôle du 17/05/2022 de la société DESAUTEL indique des anomalies. L'exploitant n'a pas transmis les pièces justifiant leurs levées. Lors de la visite, l'inspection contrôle de manière aléatoire le système de désenfumage et constate le contrôle effectué en mai 2023 (Malaxeur Lanter.D.E le 16/05/2023).</p> <p>- RIA :</p> <p>Par courriel du 03/07/2023, l'exploitant transmet la facture n°FC220909923 de DESAUTEL datée du 26/09/2022 concernant les travaux de modification et de remplacement d'une section du réseau RIA. Lors de la visite, l'inspection contrôle de manière aléatoire les RIA et constate le contrôle effectué en mai 2023 (Z06 vérifié en mai 2023). L'inspection demande à l'exploitant de transmettre l'attestation de bon fonctionnement de l'ensemble des RIA.</p> <p>- Extincteurs :</p> <p>En annexe du rapport d'activité de l'année 2022, l'inspection constate la vérification des extincteurs de l'installation réalisée par DESAUTEL en 04/2022. Lors de la visite, l'inspection vérifie de manière aléatoire les extincteurs et constate le contrôle effectué en mai 2023.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre l'attestation de bon fonctionnement des RIA, et tout document justifiant le bon fonctionnement du système de désenfumage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 2.3 du chap V
Thème(s) : Risques accidentels, prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 20/07/2022
Prescription contrôlée : voir arrêté préfectoral
Constats : <p>Par courrier daté du 06/06/2022, l'exploitant indique que la coupure électrique annuelle devait avoir lieu le 11/06/2022. A l'issue de cette opération, l'exploitant devait envoyer le rapport final établi par DEKRA avec notamment le certificat Q18, et confirmer la levée des anomalies (délai 30/06/2022).</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant n'a pas transmis le certificat Q18 demandé.</p> <p>A la lecture du rapport d'activité 2022, l'inspection constate que les installations électriques ont fait l'objet des contrôles et des maintenances réglementaires (cf. Annexe n°8 du rapport d'activité 2022 : Rapports de contrôles réglementaires des installations électriques). Une maintenance approfondie avec l'organisation d'une coupure d'électricité générale en date du 11/06/22 a permis d'intervenir au niveau des TGBT et des transformateurs.</p> <p>Lors de la visite du 23/06/2023, l'exploitant ne présente pas le certificat Q18 attestant que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant déclare le passage de DEKRA lors de la dernière coupure électrique, le 03/06/2023 pour réaliser un nouveau Q18.</p> <p>L'exploitant présente les rapports d'intervention de la société HE ROBSON concernant la levée des anomalies des rapports électriques et thermographique.</p> <p>Par courriel du 03/07/2023, l'exploitant transmet les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le compte-rendu de vérification périodique Q18 réalisé par DEKRA daté du 29/06/2023 accompagné du rapport d'intervention de HE ROBSON (levée d'anomalies). L'inspection constate que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. • le rapport d'intervention Thermographique Q19 daté du 20/03/2023 réalisé par ESO IDF accompagné du rapport d'intervention de 06/2023 de H.E ROBSON (levée d'anomalie). L'examen du Q19 réalisé par la société ESO IDF le 15/03/2023 fait apparaître 1 anomalie de niveau 1 (actions immédiate) et 1 anomalie de niveau 2 (actions sous deux mois). Le rapport d'intervention de la société HE ROBSON indique les travaux correctifs ont été effectués.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Réception des biodéchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2021, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Biodéchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné}• date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
Prescription contrôlée : [...] Afin de permettre le traitement des biodéchets sur une ligne de traitement dédiée, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan de montée en charge avant le 1 ^{er} avril 2021.
Constats : Le plan de montée en charge permettant d'assurer progressivement la transition sur le traitement des biodéchets conformément à la réglementation a été transmis par URBASYS à la DRIE-AT en date du 22/09/22. Lors de la visite du 23/06/2023, l'exploitant présente son plan de montée en charge et les réflexions en cours, notamment l'étude permettant le traitement des biodéchets sur une ligne de traitement dédiée. L'inspection constate que, une fois finalisée, l'exploitant pourra respecter le délai fixé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Programme de maintenance préventive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation.</p> <p>Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Ce programme inclut notamment, y compris pour les installations existantes dès la publication de cet arrêté, la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.</p> <p>Dans le cas des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse nécessitant des opérations répétées de chargement et de déchargement de matières, la vérification de l'étanchéité des équipements est opérée à chaque manipulation ou a minima sur une base mensuelle. Après deux ans de fonctionnement de l'installation, l'exploitant effectue un contrôle des systèmes de recirculation du percolat et un curage de la cuve de stockage associée. Cette fréquence peut ensuite être adaptée, elle est alors portée au programme de maintenance préventive. L'exploitant réalise en outre un contrôle de la fiabilité des analyseurs de gaz installés (CH₄, O₂) à une fréquence semestrielle.</p> <p>Toutes les installations électriques sont maintenues en bon état et sont vérifiées par une personne compétente selon une périodicité adéquate fixée par le programme de maintenance préventive, ainsi que lors de leur mise en service ou de leur modification. Les rapports de ces vérifications sont tenus à la disposition des installations classées.</p>
Constats : <p>Aucun programme de maintenance préventive et de vérification périodique des équipements concernés par le risque de fuite de biogaz n'a été présenté par l'exploitant. Ce dernier a indiqué qu'une vérification globale sur les infrastructures concernées est programmée à la fin de cette année.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Astreinte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 50 bis
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'installation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Cette sous-traitance est obligatoire dès lors que l'exploitant n'a désigné, hors sous-traitance, qu'une seule personne pour la surveillance du site. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage du percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'une astreinte opérationnelle 24h/24h est organisée parmi plusieurs agents. Ce dispositif est complété par un gardiennage sur site en dehors des heures d'ouvertures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Canalisations, dispositifs d'ancrage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 33
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les canalisations, la robinetterie et les joints d'étanchéité des brides en contact avec le biogaz sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés contre cette corrosion. Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz, en particulier ceux utilisant des matériaux souples, sont conçus pour maintenir l'intégrité des équipements même en cas de défaillance de l'un de ces dispositifs.
Constats : Les canalisations conduisant le biogaz sont en inox. La vérification visuelle des canalisations et accessoires visibles n'appelle pas de remarque sur leur état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Composition du biogaz et prévention de son rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 41
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des émissions de gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal. La teneur en CH ₄ et H ₂ S du biogaz produit est mesurée au moyen d'un équipement contrôlé et calibré annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur compétent. L'arrêté préfectoral fixe la périodicité de cette mesure, qui est au minimum quotidienne, et, le cas échéant, les paramètres devant faire l'objet d'analyses complémentaires. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la teneur maximale en H ₂ S du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à l'entrée de l'équipement dans lequel il est valorisé, en cohérence avec le choix de valorisation justifié par l'étude d'impact visée à l'article 6.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'un système de mesure de concentration en CH ₄ et H ₂ S dans le biogaz est installé pour mesurer en continu ces deux paramètres dans l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Destruction du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 10(sauf deuxième phrase et suivantes de l'alinéa 4)
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des émissions de gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Cet équipement est présent en permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article.</p> <p>Dans le cas de l'utilisation d'une torchère, l'étude d'impact devra en préciser les règles d'implantation et de fonctionnement. Notamment, les torchères installées doivent être mises en route avant le remplissage total des unités de stockages de biogaz. Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes.</p> <p>Pour les installations existantes au 1er juillet 2021, dans le cas où cet équipement n'est pas présent en permanence sur le site, l'installation dispose d'une capacité permettant le stockage du biogaz produit jusqu'à la mise en service de cet équipement. L'exploitant définit dans un plan de gestion, au plus tard le 1er janvier 2022, les mesures de gestion associées à ces situations d'indisponibilités et garantissant la limitation de la production et un stockage du biogaz compatible avec le délai maximal de disponibilité de ses moyens de destruction ou de valorisation de secours. Ce délai ne peut être supérieur à 6 heures.</p> <p>Pour l'ensemble des installations, des mesures de gestion, actualisées chaque année en fonction des quantités traitées et des équipements installés, sont définies et annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 39, pour faire face à un éventuel pic de production. [...]</p> <p>Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois événements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces événements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa.</p>
Constats : Une torchère est installée en permanence sur site. Suite aux échanges avec l'exploitant sur son usage, il conviendrait de formaliser l'usage de la torchère dans une procédure par exemple et d'intégrer ses modalités d'usage et d'entretien au sein du plan de maintenance préventive mentionné à l'article 39 de l'arrêté ministériel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Zones à atmosphères explosives (ATEX)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36
Thème(s) : Actions nationales 2023, Risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), ces zones sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes. Une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane.</p> <p>Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ces risques. Dans chacune des zones ATEX, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 39.</p> <p>Le matériel implanté dans ces zones explosives est conforme aux prescriptions du décret n° 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques susvisé. Les installations électriques sont réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables, par des personnes compétentes et en conformité avec la réglementation ATEX en vigueur. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique. Les installations électriques et alimentations de secours situées dans des zones inondables par une crue de niveau d'aléa décennal sont placées à une hauteur supérieure au niveau de cette crue. Par ailleurs, lorsqu'elles sont situées au droit d'une rétention, elles sont placées à une hauteur supérieure au niveau de liquide résultant de la rupture du plus grand stockage associé à cette rétention. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>Les matériaux isolants installés dans un emplacement avec une présence d'une atmosphère explosive (membrane souple, etc.) sont conçus pour être de nature antistatique selon les normes en vigueur.</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple, alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...)</p> <p>Constats : L'exploitant a identifié les zones ATEX au sein de son établissement. Lors du contrôle sur site, l'affichage associé à ces zones a été constaté. L'exploitant a indiqué qu'aucun système d'alimentation électrique de secours n'est prévu sur site. En cas de coupure électrique, il a été précisé qu'un dégazage des installations est effectué pour sécuriser les installations. Or, les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance doivent être raccordées à une alimentation de secours électrique. L'absence d'alimentation de secours et les pratiques de dégazage qui en résulte ne sont pas conformes aux dispositions réglementaires.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Ventilation des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 37
Thème(s) : Actions nationales 2023, Risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les espaces confinés et les locaux dans lesquels du biogaz pourrait s'accumuler en cas de fuite sont convenablement ventilés pour éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive. La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, au moyen d'ouvertures en parties hautes et basses permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent garantissant un débit horaire d'air supérieur ou égal à dix fois le volume du local. Un système de surveillance par détection de méthane, sulfure d'hydrogène et monoxyde de carbone, régulièrement vérifié et calibré, permet de contrôler la bonne ventilation des locaux.</p> <p>La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation et notamment en cas de mise en sécurité de celle-ci, un balayage de l'atmosphère du local, au minimum au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.</p> <p>Constats : Les locaux vérifiés sur site abritant des infrastructures contenant du biogaz sont équipés d'un détecteur de gaz, d'une ventilation mécanique et possèdent des ouvertures pour assurer une ventilation en cas de perte d'utilités.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

